

LA TRIBUNE LIBRE

Janvier - Février 2012

#45

EDITO

Aujourd'hui on a le devoir d'être optimiste !

Quel est cet hurluberlu qui ose proférer une telle exigence, certainement le même qui ose prétendre qu'il faut affronter le monde tel qu'il est surtout quand on est logé du bon côté de la planète. Ce qui semble être le cas des habitants de notre pays, de notre continent.

Les Français sont parait-il devenus les champions du pessimisme, titrait Ouest-France du 9 janvier dernier. Même les Irakiens sont plus optimistes que nous, c'est dire dans quel trou on veut bien se mettre ! Il me semble qu'il serait grand temps de jeter un coup d'œil derrière la haie pour voir dans quel état est le champ du voisin ? Très certainement que l'on mettrait quelques bémols à nos pleurs, à nos plaintes, mais pour cela il faudrait rompre avec ces stupidités que sont les solutions individualistes dont le règne, dans notre société, porte en soi de grands risques de calamités. La réussite individuelle ne peut être que temporaire. On est jeune, beau, actif, super actif, en bonne santé un temps, le temps provisoire de la supposée réussite. Or, les Français individuellement sont 81% à se dire heureux.

Peut-être aussi ont-ils le sentiment d'appartenir à un collectif, la Nation, à un

ensemble saisissable, l'Europe et que les deux vus du bon côté de la lunette et surtout comparés au reste du monde ne sont pas en total déconfiture ?

C'est même pas mal du tout si on sait mettre un terme aux inégalités les plus criantes, si on sait répondre aux besoins élémentaires pour vivre le plus convenablement dans une société riche et évoluée, si on sait retrouver le collectif pour bâtir ensemble.

Pour bâtir ensemble, il faut regarder en face la situation d'aujourd'hui, une société basée sur le profit immédiat dont une très grande part vient de la spéculation, forme moderne d'activité de *détrousseurs*. On accepte cela sans réaction aucune ou presque alors que l'on sait, que l'on voit, que l'on touche du doigt les conséquences désastreuses de telles activités : Le taux de l'argent au plus haut pour ceux qui sont simplement supposés être en difficulté ou n'ayant pas encore "fait leurs preuves", la recherche constante de "marchés du travail" les moins rémunérateurs, allant de la délocalisation à la mise sur la touche des salariés les plus anciens et les plus jeunes. Une telle situation fait le gras des *détrousseurs*, ceux qui n'ont jamais rien

produit ou construit mais ceux-là même qui jugent et déjugent.

Allez, on reste optimiste !

Il y a dans l'air quelques signes qui nous y obligent : En 2011, la pauvreté a reculé dans le monde, on continue en France à faire des enfants, notre pays reste dans le "top" 10 des pays les plus riches du monde (notre PIB est à peu près l'équivalent de celui de la Chine, 1950 face à 2000 milliards d'euros mais nous sommes 63 millions, ils sont 1340 millions d'habitants).

Prudents, les Français ont augmenté leurs bas de laine, ils y consacrent 17% de leurs revenus (les américains, 3%).

Dans quelques semaines nous allons être acteurs du devenir de notre pays. Nous bénéficions de la Liberté et de la Démocratie (l'un n'allant pas sans l'autre) et quelque soit notre choix ce sera un bel acte d'optimisme.

Bonne année à toutes et à tous !

Jacques FLOCH
Président de L'Institut Kervégan

>>> TL n°45 - janvier/février 2012

La Tribune Libre est une publication de l'Institut Kervégan.

Directrice de la rédaction :

Stéphanie Rabaud

stephanie.rabaud@institut-kervegan.com

Réalisation :

Aurore Vuillemin

aurore.vuillemin@institut-kervegan.com



Institut Kervégan

42 Bis Rue Fouré - 44 000 Nantes

Tél. 02 40 12 41 41

info@institut-kervegan.com - www.institut-kervegan.com

MILLE-FEUILLE +

par Jean NEULLY

« Mais qui fait quoi dans cet empilement ? »

Pourquoi serait-il utile et nécessaire d'ajouter ce signe plus au mille-feuille de notre organisation administrative et politique ?

Et pourquoi pas dans la situation actuelle compte tenu des modifications législatives ou règlementaires les plus récentes ?

La donne principale de ces évolutions portait, pour la totalité du territoire national, sur le regroupement des communes par la mise en place systématique des intercommunalités : communauté de communes, communauté d'agglomération et, pour quelques grandes agglomérations, communauté urbaine appelée à succéder à un district.

A cette liste, s'ajoutent les incontournables syndicats intercommunaux pré-existants, nécessaires ou obligatoires dans certaines situations comme le S.C.O.T. - schéma d'organisation territoriale - ; ou encore, des structures mises en place et utilisées pour rendre à la population concernée des services indispensables : l'électrification des écarts, l'adduction et la fourniture d'eau potable, la collecte ou le traitement des ordures ménagères, voire l'organisation des transports publics urbains...

Cette énumération ne saurait être exhaustive ; elle ne fait pas état des sociétés d'économie mixte spécialisées ni de certains établissements publics éventuels, spécialisés eux aussi.

Elle n'inclut pas les associations d'élus ou les groupements de collectivités en charge

du lobbying toujours nécessaire auprès de l'Etat ou des milieux extérieurs.

Mais qui fait quoi dans cet empilement et quelles sont les modalités de désignation ou d'élection de chacune de ces strates ?

La collectivité territoriale de base est la commune dont le conseil municipal est l'organe délibérant ; ses membres sont élus au suffrage universel direct et c'est ce conseil municipal qui élit le Maire et les adjoints. Le conseil communautaire est, quant à lui, l'organe délibérant de la structure intercommunale qui réunit les communes concernées, en principe volontaires ; les membres de ce conseil sont désignés par les conseils municipaux des dites communes. Il s'agit, dans ces configurations, d'élections au deuxième degré.

Or, ces différentes structures ont à prendre en compte et en charge des domaines et des situations qui, avec le temps, sont complexes voire même compliqués comme l'urbanisme et la délivrance des droits à construire, la gestion de certaines voies et de différents réseaux, l'administration de bâtiments communaux ou scolaires... de même que les plans de déplacements, les transports urbains et péri-urbains où le rôle déterminant est du ressort du Conseil Général...

Et cette complexité pose la question de la responsabilité et de la légitimité de chacun des organes en charge des décisions.

Il devient même opportun et logique

d'envisager la mise en place de fédérations d'intercommunalités dédiées spécifiquement à la mise au point et à la mise en œuvre de dispositions d'envergure.

C'est ainsi qu'a été créé le syndicat en charge du S.C.O.T. - le schéma de cohérence territoriale.

Mais pour une agglomération de 600 000 habitants, comme celle de Nantes, de tels regroupements fédérateurs vont s'avérer indispensables.

Il conviendra de réunir, par exemple, les Autorités Organisatrices de Transports, à savoir la Communauté Urbaine, le Conseil Général, le Conseil Régional, l'Etat, la S.N.C.F. et, sans doute R.F.F.

Dans un état démocratique, les citoyens ont le pouvoir de s'exprimer, le moment venu, sur le fonctionnement, la gouvernance et le futur de la cité dans laquelle ils vivent.

Certains acteurs de la société civile, regroupés dans des structures diverses, ne manquent pas de s'interroger quant aux évolutions attendues ou souhaitées, voire espérées des institutions et des dispositifs organisationnels de la cité en place dans notre pays et plus spécialement dans notre région nantaise.

Y aura-t-il débats, confrontations ou dialogues sur de tels sujets ?

L'Institut Kervégan s'honore de pouvoir accueillir de tels débats.

FEED BACK | Conférence « Faut-il prendre au sérieux la démondialisation ? »

Retrouver quelques réactions et analyses des adhérents de l'Institut Kervégan suite à la conférence-débat du 14 novembre 2011 de Zaki LAÏDI : « Faut-il prendre au sérieux la démondialisation ? »

Un homme n'est pas bon à tout mais il n'est jamais propre à rien *

Souriez ! Vous êtes filmés et heureux.

Mais si, mais si. Vous ne le savez pas assez mais la France est parmi les pays à qui profite le plus la mondialisation comme nous le rappelait de façon très docte encore récemment Zaki LAÏDI Directeur de recherches à Sciences Po Paris répondant à une invitation de l'Institut Kervégan.

Nous sommes toujours le 5^{ème} pays exportateur au monde et le dumping social des pays émergents n'est pas la cause principale de nos maux car nous commerçons à 80% avec des pays de niveau comparable au notre. Bien sûr il y a des perdants, mais comment ne pas faire d'omelette sans casser des œufs ?

Alors où est le problème ?

Eh bien vous confondez un peu tout ! Soyez plus attentifs et ne mélangez pas inégalités et pauvreté. Hélas comment ne pas un peu les confondre. En Chine il n'y a jamais eu autant de diminution du nombre de pauvres, et ceci dans le cadre d'un contexte historique unique par sa rapidité, et en même temps les inégalités ont explosé. Mais chez nous, en revanche, si les inégalités ne cessent de croître elles s'accompagnent d'un vaste phénomène gangréneux de paupérisation du corps social. Ce ne serait pas la faute à la mondialisation mais à notre désindustrialisation et aux difficultés des PME françaises notam-

ment en comparaison avec l'Allemagne.

Nous sommes simplement moins bons et il faudrait y remédier notamment par la seule solution structurelle de long terme qui est d'avoir des salariés de plus en plus formés. Mais à qui fera-t-on croire que ce qui est à coup sûr déterminant pour gagner des batailles commerciales et maintenir un certain niveau de richesse pour notre pays le sera également en termes d'emploi. Plus les personnes sont formées, plus elles sont productives et moins le besoin en nombre de travailleurs est grand. Et il serait illusoire, voire dangereux, d'attendre la solution d'une augmentation sans fin de « besoins » artificiellement créés et ceci d'autant plus



que nous vivons dans un contexte mondial de spécialisation des pays.

Il est en effet totalement déraisonnable de penser se sortir de l'ornière dans laquelle notre pays semble emprisonné sans une vraie réflexion collective sur notre « vivre ensemble ». En avons-nous la force, (qui seraient les porteurs de cette valeur morale non immédiatement monnayable ?),

et la volonté (du petit profiteur au grand exploitateur) ?

Alors évitons le repli sur nous-mêmes et l'instrumentalisation facile des inquiétudes des plus faibles. Mais gardons nous aussi de l'ironie facile sur l'utilisation d'un terme comme celui de la « démondialisation » car il renvoie à des réalités palpables pour le plus grand nombre. Enfin ne prenons pas

prétexte de la dette, sujet trop sérieux pour être laissé aux seuls financiers, pour accentuer le phénomène. A défaut de pouvoir changer le monde, balayons devant notre porte

par Jean-Jacques DERRIEN

* Proverbe Chinois

Une mondialisation à géométrie variable ?

La démondialisation aurait en principe pour but de rendre plus juste, plus sociale et plus écologique l'organisation économique mondiale. Cet objectif apparaît noble. Or l'instauration de taxes douanières à la base de la notion de démondialisation ne m'apparaît pas d'un très grand modernisme puisqu'elle ramènerait l'économie mondiale dans la situation d'avant les accords du GATT de 1947 et ne permettrait aucun changement positif.

Pendant, l'actualité de ces derniers jours à mis sur le devant de la scène médiatique le label origine France certifié. Ce label

renvoie à l'enjeu que peut représenter dans l'économie, la consommation de produit fabriqué en France. Outil d'information pour le consommateur, il s'attache à valoriser des entreprises produisant en France et surtout utilisant des produits issus ou fabriqués en France. Ainsi, dans le contexte de la mondialisation l'acheteur sera en mesure de choisir en connaissant la véritable origine de ces produits.

Une réelle vision d'avenir consisterait, sans s'extraire de la mondialisation, de réfléchir à un système permettant une plus grande transparence des entreprises et

une meilleure circulation de l'information. Il est d'après moi nécessaire d'atteindre une mondialisation qui saurait protéger de manière ponctuelle ou plus durable, certains des biens et des services devant être hors du marché de la libre concurrence. Il est alors nécessaire de réfléchir à une mondialisation à géométrie variable, une mondialisation modulée, une mondialisation plus humaine permettant d'atteindre une consommation fondée sur le libre choix du consommateur.

par Sarah ELHAIRY

LECTURES | Pascal PICQ * « Un paléanthropologue dans l'entreprise », éd. Eyrolles



Pascal PICQ, paléanthropologue français, est Maître de Conférences au Collège de France où il collabore avec le Professeur Yves COPPENS. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles scientifiques autour

de la question "Qu'est-ce que l'humain ?"

Il cherche surtout à trouver ce qu'est le propre de l'espèce humaine. A travers ses ouvrages, on retrouve l'interrogation permanente de la continuité ou de la discontinuité entre l'animal et l'homme.

Dans son dernier ouvrage, "Un paléanthropologue dans l'entreprise", il oppose les théories évolutionnistes de Ch. DARWIN, et J.B. LAMARCK sur le terrain de l'entreprise. Partisan de l'évolutionnisme de DARWIN, il défend l'idée que l'évolution se fait par sélection naturelle. Les plantes et les animaux les plus adaptés à leur milieu survivent, et de mutation en mutation deviennent des êtres de plus en plus complexes comme l'homme.

En fin observateur du monde de l'entreprise, il en tire des enseignements pertinents sur sa capacité d'adaptation et surtout d'innovation, qualités indispensables pour survivre.

Dans l'entreprise "darwinienne", les capacités d'adaptation reposent sur son aptitude à réorganiser en permanence ses process internes, à comprendre les changements du monde externe, et surtout à admettre que les contraintes internes et externes peuvent être des sources d'innovation.

Il ne peut y avoir d'évolution linéaire et progressiste qui accumulerait des acquis. L'entreprise peine aujourd'hui à sortir d'un modèle qui a réussi, mais qui ne correspond plus aux enjeux économiques actuels.

Il est donc nécessaire d'oublier l'éducation linéaire et progressiste de l'histoire que nous avons reçue, et qui ne nous a pas préparée à comprendre le rôle des crises. L'opposition entre nos entreprises européennes de type "Lamarckien" soucieuses d'améliorer l'existant en restant sur des rails, et les entreprises américaines "darwinienne" par essence, et donc réellement évolutives est particulièrement significative.

Reprenant l'histoire de l'humanité depuis

les dinosaures, Pascal PICQ nous rappelle toutes les crises que nous avons subies, et il rappelle que la seule question à se poser est : "Comment faire partie de ceux qui survivent ?"

Pour lui les crises font partie de l'évolution, et il faut s'en servir pour réinventer d'autres stratégies originales, mais souvent éloignées et négligées par l'idéologie économique dominante.

Considérant également qu'on n'évolue jamais seul, il développe l'idée de coévolution. Nous nous mouvons dans un tissu d'interactions complexes qui vont des individus à tout l'écosystème. Il prône donc un système de concurrence associant sélection, interdépendance, prédation et entraide. Pour lui le tissu entrepreneurial de petites et moyennes entreprises doit être constamment stimulé par une concurrence vigoureuse, mais organisée selon des règles de régulation précises.

Une lecture donc passionnante, utile tant pour le chef d'entreprise que pour le lecteur curieux de sortir des sentiers battus de la pensée dominante.

par Jacques CROCHET

* Pascal PICQ sera notre invité lors d'une conférence-débat au court du 1^{er} semestre 2012



RÉSERVOIR D'IDÉES | sur Eur@dioNantes

L'émission radio de l'Institut Kervégan tous les mois sur Eur@dioNantes : discussion avec un invité spécial pour éclairer les grands dossiers qui font débat à l'échelle européenne et au plus près des territoires.

| Dernières diffusion mercredi 23 nov. et 28 déc. 2011 | 20h | 101.3 fm



A ré-écouter sur www.institut-kervegan.com

> « L'agriculture écologiquement intensive, un défi à l'échelle planétaire »

Invité : Bruno PARMENTIER

Ingénieur et économiste, a dirigé de 2002 à 2011 le Groupe ESA d'Angers. Auteur de «Nourrir l'humanité, les grands problèmes de l'agriculture mondiale» aux éditions de La Découverte et dernièrement de «Manger tous et bien» chez Seuil.

> « Les difficultés d'accès au logement : les jeunes aux premières loges »

Invités : Samuel MAINGUET, délégué régional de l'URHAJ & **Nolwenn BRIAND**, animatrice du réseau des FJT (Foyers des Jeunes Travailleurs) du Sud Loire de l'agglo. Nantaise.

CONFÉRENCE | Massimo AMATO

| Jeudi 09 février 2012 | 19h | Insula Café

Une monnaie locale et complémentaire à Nantes : une solution innovante et efficace face à la crise ?

Massimo AMATO est un économiste italien, spécialiste de la monnaie. Il travaille pour la métropole nantaise à l'idée d'une création d'un circuit monétaire mutualisé.

Il nous exposera les conditions économiques et politiques pour sa réalisation ; les difficultés pour sa mise en œuvre mais ses avantages une fois réalisée.

Tarif : 15 € | S'inscrire : 02 40 12 41 41 ou contact@institut-kervegan.com
Lieu : Insula Café 47 rue de la Tour d'Auvergne - Ile de Nantes



Un Cocktail sera servi à l'issue de la conférence

FOCUS | Portraits d'adhérents

Alfred GAMBOU (34 ans),



Ancien professeur de philosophie à Brazzaville; Diplômé en Philosophie (Université de Nantes); diplômé en DEOFI (Direction et Encadrement dans les Organisations de Formation et d'Insertion), Doctorant en Sciences de l'éducation (Philosophie de l'éducation) à l'Université de Nantes et administrateur de l'association Casa Africa Nantes.

Installé à Nantes depuis 4 ans, j'ai cherché à rejoindre l'Institut Kervégan car je porte un grand intérêt à la recherche. De plus, l'Institut Kervégan m'a été présenté comme un lieu de rencontres, comme un cercle de réflexion interdisciplinaire sur des problématiques qui intéressent la cité. C'est pourquoi j'ai décidé de participer à ses activités.

Vincent BAUDRY (35 ans),



Chargé de mission chez JTR & Associés, je m'intéresse depuis longtemps aux questions socio-économiques. J'aime analyser sous un angle systémique et critique les décisions prises qui régissent notre quotidien et conditionnent notre futur. Toutefois, seul, l'exercice montre vite ses limites.

Aussi, rejoindre l'Institut Kervégan représente pour moi l'opportunité d'intégrer un collectif reconnu et impliqué dans la société civile qui saura me permettre d'approfondir, voir, aller au-delà de mes réflexions.

Cotisation 2012

Le moment est venu d'adhérer ou de réadhérer à l'Institut Kervégan !

Vous désirez vous impliquer dans une démarche innovante, responsable et citoyenne ?

Prenez part aux débats sur les grands enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Notre vocation : être un outil de réflexion et d'analyse, une aide à la décision.

Voeux 2012

L'Institut Kervégan est heureux de vous convier à sa soirée des voeux **le jeudi 26 janvier 2012 à 18h30** dans ses locaux. A cette occasion nous vous présenterons les nouveaux projets pour l'année à venir.

conditions d'adhésion

www.institut-kervegan.com

VOS REACTIONS >> PLUS D'INFOS >>
CONTACT@INSTITUT-KERVEGAN.COM

09 64 47 45 45 >> 42 BIS RUE FOURE - NANTES
WWW.INSTITUT-KERVEGAN.COM

